

La Roumanie
face à son passé communiste

© L'Harmattan, 2011
5-7, rue de l'École-polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-54440-6
EAN : 9782296544406

Alexandru GUSSI

La Roumanie
face à son passé communiste

Mémoires et cultures politiques

L'Harmattan

Logiques Sociales

Collection dirigée par Bruno Péquignot

En réunissant des chercheurs, des praticiens et des essayistes, même si la dominante reste universitaire, la collection *Logiques Sociales* entend favoriser les liens entre la recherche non finalisée et l'action sociale.

En laissant toute liberté théorique aux auteurs, elle cherche à promouvoir les recherches qui partent d'un terrain, d'une enquête ou d'une expérience qui augmentent la connaissance empirique des phénomènes sociaux ou qui proposent une innovation méthodologique ou théorique, voire une réévaluation de méthodes ou de systèmes conceptuels classiques.

Dernières parutions

Cédric FRETIGNE, *Exclusion, insertion et formation en questions*, 2011.

Frédérique SICARD, *Agencements identitaires. Comment des enfants issus de l'immigration maghrébine grandissent en France*, 2011.

Rahma BOURQIA, *Culture politique au Maroc, A l'épreuve des mutations*, 2011.

Louis MOREAU DE BELLAING, *Claude Lefort et l'idée de société démocratique*, 2011.

Elisabetta RUSPINI (sous la dir. de), *Monoparentalité, homoparentalité, transparentalité en France et en Italie. Tendances, défis et nouvelles exigences*, 2010.

T. DJEBALI, B. RAOULX, *Marginalité et politiques sociales*, 2010.

Thomas MIHCAUD, *La stratégie comme discours*, 2010.

Thomas MICHAUD, *Prospective et science-fiction*, 2010.

André PETITAT (dir.), *La pluralité interprétative. Aspects théoriques et empiriques*, 2010.

Claude GIRAUD, *De la trahison, Contribution à une sociologie de l'engagement*, 2010.

Sabrina WEYMIENS, *Les militants UMP du 16^e arrondissement de Paris*, 2010.

Damien LAGAUZERE, *Le masochisme, Du sadomasochisme au sacré*, 2010.

Eric DACHEUX (dir.), *Vivre ensemble aujourd'hui : Le lien social dans les démocraties pluriculturelles*, 2010.

Martine ABROUS, *Se réaliser. Les intermittents du R.M.I, entre activités, emplois, chômage et assistance*, 2010.

Roland GUILLON, *Harmonie, rythme et sociétés. Genèse de l'Art contemporain*, 2010.

Angela XAVIER DE BRITO, *L'influence française dans la socialisation des élites féminines brésiliennes*, 2010.

À mes parents

Remerciements

Je dois d'abord remercier mon épouse, Ilinca, pour son aide et sa patience. Ensuite, il faut préciser que cette recherche n'aurait pas été possible sans l'existence de l'École Doctorale en Sciences Sociales de Bucarest, membre de l'Agence Universitaire de la Francophonie, et sans la générosité de Mme. Rose-Marie Lagrave. Ma reconnaissance s'adresse à M. Dominique Colas, qui a dirigé ma thèse à Sciences Po, ainsi qu'aux autres membres du jury qui m'a accordé le doctorat en sciences politiques de l'IEP de Paris: M. Daniel Barbu, Mme. Marie-Claire Lavabre, M. Bogumil Koss.

Avec le regret de ne pas inscrire ici tous ceux qui m'ont constamment encouragé et m'ont aidé à publier ce livre, je dois dire que ma gratitude va vers M. Teodor Baconschi et M. Vladimir Tismăneanu, ainsi que vers Alexandra Ionescu, Cristian Popescu, Lavinia Stan, M. Laurențiu Zoicaș, Miruna et Bogdan Tătaru Cazaban et vers l'Open Society Institute de New York.

Introduction

Démocratie, mémoire et vérité par Vladimir Tismăneanu

L'appropriation du passé, la confrontation à des traumatismes avouables et inavouables, la distinction entre les personnages réels et ceux imaginaires, voilà quelques directions essentielles de la construction des communautés véritablement démocratiques sur les ruines des anciens régimes de type soviétique. Alexandru Gussi, un excellent politiste qui s'intéresse à l'histoire récente des sociétés postcommunistes, et au cas roumain en particulier, propose un travail démystificateur concernant les usages du passé communiste dans le discours public après l'écroulement du régime de Ceaușescu.

Le livre d'Alexandru Gussi est rigoureusement construit du point de vue conceptuel et ne constitue pas un exercice spéculatif. En Roumanie, comme dans les autres pays postcommunistes, il y a une vive dispute sur le passé récent, une compétition entre des régimes de mémoire souvent irréconciliables. Des divers groupes politiques rivalisent pour la définition de l'expérience communiste et de la période ultérieure, avec ses clivages surprenants. Le travail d'Alexandru Gussi s'inscrit dans la direction des recherches de Tony Judt, Jan-Werner Müller, István Rev, Maria Todorova, Katherine Verdery, Gail Kligman, Marie-Claire Lavabre, Timothy Garton Ash, Marci Shore, Timothy Snyder, Henri Rousso, Jacques Rupnik. L'auteur, inspiré du modèle aronien, est un spectateur engagé, qui se définit sans équivoque comme un adepte des valeurs libérales et de la société ouverte. Cela ne signifie aucunement l'abandon de l'objectivité ou l'adhésion à des positions partisans faciles.

Ce qui préoccupe Alexandru Gussi relève des modalités auxquelles les partis postcommunistes font appel aux moments définitoires et encore peu éclaircis de la sortie de la Roumanie du totalitarisme. Ces moments, avec leurs ombres et mystifications, continuent à représenter des thèmes controversés d'une culture politique où la conversation démocratique concernant le passé reste prisonnière, hélas, de subjectivismes déroutants et nuisibles.

Alexandru Gussi identifie d'une manière juste et documentée, le fait que le péché originel du régime instauré en décembre 1989 est dû au simulacre du procès du couple Ceaușescu, à la dissolution artificielle du PCR et à sa reconstitution sous le masque du Front du Salut National. Le leader FSN, l'ancien apparatchik (secrétaire du CC du PCR chargé de la propagande, premier secrétaire du CC de l'UTC, etc) Ion Iliescu a agi constamment contre ce que les Allemands appellent *Vergaheneitsbewältigung*, à savoir la confrontation au passé. Cela ne fut pas le résultat d'un accident, tout au

contraire. Ion Iliescu a institutionnalisé l'amnésie afin de sauvegarder et d'imposer les mythes fondateurs du FSN, la mythologie politique de ce parti/mouvement : son caractère spontané et la pseudo-absence d'une hérédité communiste. Et cette mythologie a des réverbérations importantes dans les politiques d'après 1990. C'est pour cette raison, avec la contribution des historiens (ou plutôt des sycophantes) de la période de Ceausescu, récupérés pour des nouvelles finalités, que le régime Iliescu a instrumentalisé le passé. Le FSN (tout comme ses organisations héritières) a fait recours aux mythologies nationalistes afin de fortifier sa base électorale populiste et ethnocentrique. Il a soutenu, d'une manière plus ou moins explicite, la réhabilitation des figures autoritaires du passé, y compris celle du maréchal fasciste Ion Antonescu, responsable des crimes contre l'humanité. C'est uniquement durant son troisième mandat (2000-2004) que, suite à des pressions internationales, Ion Iliescu avait condamné l'Holocauste en Roumanie.

La perspective apportée par Alexandru Gussi est bien évidente sur ce point : le traitement politique de la mémoire est indissociable des passions et des intérêts politiques des acteurs impliqués. Cela ne veut pas dire que tous les acteurs politiques ont eu l'intérêt à occulter le passé. Les forces pluralistes, d'orientation civique-libérale, ont promu l'ouverture de l'accès aux archives, les débats libres sur la nature des institutions et de la vie quotidienne sous le communisme, la reconnaissance des responsabilités liées à la période qui a immédiatement suivi la chute du communisme. La démarche de l'auteur refuse les fétichismes doctrinaires et l'idéalisation d'un groupe ou d'un autre. Il s'en suit que le régime Iliescu, dans ses diverses hypostases, a été un régime de l'oubli délibéré du passé communiste et des violences qui ont présidé à l'instauration du nouveau pouvoir, des mystifications systématiques et du refus de la vérité.

Je tiens à rappeler ici une chose essentielle : en avril 2006, le président Traian Băsescu a créé la Commission pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie, que j'ai eu l'honneur de coordonner. Le Rapport Final de la Commission a constitué le fondement du discours que le président de la République a soutenu le 18 décembre 2006 devant les Chambres réunies du Parlement. Dans ce mémorable discours, étant donné les preuves irréfutables mises à la disposition par la Commission, la dictature communiste de 1945 à 1989 a été condamnée comme illégitime et criminelle. Ce fut un moment de séparation politique et de refondation de l'Etat de droit. Le Rapport Final a renversé le paradigme national-staliniste, en prouvant que la dictature communiste a été un Etat abusif (à l'opposé de l'Etat de droit), tant dans sa période initiale (dominée par les soviétiques et leurs adeptes), qu'à l'époque de la relative autonomie des années 1964-1989.

Esprit équilibré, adepte du principe *sine ira et studio* si nécessaire pour ce type de démarche, Alexandru Gussi explore les difficultés des débats et des initiatives liés à la lustration, à la décommunisation et à la justice morale et

réparatrice. Si Ion Iliescu s'était opposé avec acharnement à une approche démystificatrice du communisme, de la Révolution de décembre 1989 et des assauts antidémocratiques d'après 1990 (et en premier lieu de la « minériade » de juin 1990), il en reste une interrogation inquiétante quant au fait qu'il n'y a eu presque aucune initiative à cet égard durant la période de la Convention Démocratique, et donc de la présidence d'Emil Constantinescu (1996-2000).

À ces questions, le travail d'Alexandru Gussi propose des réponses que je considère comme pertinentes et bien argumentées. La volonté politique est un élément-clé de l'action d'assumer le passé. En son absence, les partis et les hommes politiques peuvent mimer le courage rétroactif, mais ils n'arriveront pas à constituer l'espace public où l'on examine avec lucidité ce qui s'est passé après le 22 décembre 1989. Rédigé avec passion et élégance, le livre d'Alexandru Gussi est une lecture indispensable pour tous ceux qui souhaitent comprendre les tensions idéologiques et culturelles de la Roumanie actuelle.

Washington, DC, le 29 décembre 2009

Chapitre I

Étudier les usages politiques du passé

Après un changement politique radical, il y a inévitablement une forme de « réévaluation des souvenirs »¹, processus par lequel le passé est repensé à la lumière des valeurs promues par le nouveau régime politique. Si, avant 1989, le communisme était vécu comme une réalité irréversible², comme un horizon indépassable, sa chute oblige à une nouvelle interprétation de son sens, démarche qui n'est pas indépendante des intérêts politiques contingents. Les partis politiques ont un rôle privilégié dans l'encadrement des conflits qui apparaissent autour des différentes interprétations de la période communiste, ainsi, analyser leurs attitudes envers cette période est une nécessité si l'on veut comprendre la mesure dans laquelle le nouveau régime se définit par rapport à celui qui l'a précédé.

Un détail particulièrement significatif du rapport des Roumains avec les symboles du régime déchu ressort d'une absence. En décembre 1989, les manifestants de Bucarest ne sont pas allés démanteler la statue de Lénine³, car sa fonction dans la propagande du régime apparaissait comme marginale, mais aussi parce qu'aucun groupe anticommuniste n'était structuré. Il n'existe donc pas, immédiatement après la fuite de Nicolae Ceaușescu, ce type de mobilisation qui part des intellectuels et dissidents, qu'on trouve dans les autres pays ex-communistes, y compris en URSS. Ces groupes n'apparaîtront qu'après les événements révolutionnaires, comme réaction non pas au communisme, mais au nouveau pouvoir en place, ce qui montre la mesure dans laquelle le discours sur le passé communiste apparaît en Roumanie comme contingent et politiquement déterminé⁴.

¹ CONNERTON, Paul. *How Societies remember*. Cambridge : Cambridge University Press, 1989, p. 6.

² Pour Stelian TĂNASE c'est essentiellement « le mythe de l'irréversibilité du communisme » qui explique la faiblesse du mouvement dissident en Roumanie in TĂNASE, Stelian. *Revoluția ca eșec. Elite & Societate* [La Révolution comme échec. Élités & Société], Iași : Polirom, 1996, p. 134.

³ La statue de Lénine de Bucarest, placée en face de l'actuelle Maison de la Presse Libre, ne fut démontée que le 3 mars 1990.

⁴ Daniel-Louis SEILER souligne le caractère révolutionnaire du moment de 1989 et de toute la transition postcommuniste, vue comme « retour au capitalisme », donc créatrice de types de clivages politiques sans précédent théorique. Voir SEILER, Daniel-Louis. *Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ? Paris politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*. Jean-Michel DE WAELE (éd). Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 115-144, p. 131.

I. Les Roumains et la période communiste. Quelques observations préliminaires

D'abord il faut rappeler la nature totalitaire du régime politique roumain d'avant 1989 et le caractère stalinien du Parti Communiste qui le dirige⁵, ainsi, pour Vladimir Tismăneanu, « le régime de Ceaușescu était une synthèse de stalinisme révisé et de populisme xénophobe »⁶. D'autre part, la majorité de ceux qui ont essayé de définir le postcommunisme roumain révèlent la nature « gorbatchévienne »⁷ du groupe qui avait pris le pouvoir en 1989. Ce qui apparaît d'autant plus intéressant pour tout chercheur c'est que, en dépit de la disparition du Parti Communiste Roumain, on peut affirmer, avec des arguments, comme le fait Pavel Câmpeanu, que : « l'organisation qui a engendré Ceaușescu et sa dictature [...] par des voies déroutantes, continue de survivre à son abolition formelle »⁸. Est-ce vraiment le cas ? Quoi qu'il en soit, c'est dans la même direction que vont les appréciations de nombreux analystes⁹, et cette caractérisation doit être mise en relation avec des observations comme celle de Catherine Durandin qui, au début de la transition, parle de « l'interdiction de tout élan constructeur d'une mémoire réparatrice »¹⁰, ou de Lucian Boia, pour lequel « le discours officiel continue, parfois même en les amplifiant, les éléments fondamentaux du discours prérévolutionnaire »¹¹. Nous avons voulu vérifier ces analyses en essayant de rendre compte du contenu et des enjeux des débats sur le passé récent. En ce sens il nous a semblé judicieux

⁵ À ce propos TISMĂNEANU, Vladimir. *Stalinism for All Seasons : A Political History of Romanian Communism. Stalinism*. Berkley & Los Angeles : University of California Press, 2003. Juan Lintz et Alfred Stepan, tout en observant l'absence de déstalinisation dans le cas du régime communiste roumain, le qualifient de totalitarisme à traits sultanistes, mettant ainsi, à l'aide du concept de Max Weber, l'accent sur les traits de domination de type patrimonial qui caractérisait le régime d'avant 1989. LINTZ, Juan, STEPAN, Alfred. « The Effects of Totalitarianism-cum-sultanism on Democratic Transition : Romania ». LINTZ, Juan, STEPAN, Alfred. *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*. Baltimore et Londres: Johns Hopkins University Press, 1996, p. 349-356.

⁶ TISMĂNEANU, Vladimir. *Fantoma lui Gheorghiu-Dej* [Le fantôme de Gheorghiu-Dej], Bucarest : Univers, 1995, p. 19.

⁷ Pour Catherine DURANDIN « Décembre 1989 devait ouvrir la voie de la perestroïka en Roumanie », DURANDIN, Catherine. *Histoire des Roumains*. Paris : Fayard, 1995, p. 7. Voir également LEVESQUE, Jacques. *1989 La fin d'un empire. L'URSS et la libération des pays de l'Est*. Paris : Presses de la FNSP, 1995, p. 255 ; BAFOIL François. *Le postcommunisme en Europe*. Paris : La Découverte, 1999, p. 7.

⁸ CÂMPEANU, Pavel. *Ceaușescu, anii număratorii inverse* [Ceaușescu : Les années du compte à rebours]. Iași : Polirom, 2002, p. 6.

⁹ Comme LEVESQUE, Jaques. *Op. cit.*, p. 255.

¹⁰ DURANDIN Catherine. Le phénomène de l'antipolitique dans la Roumanie d'aujourd'hui. *Défense nationale*, n° 7, juillet 1991, p. 129-144, p. 131.

¹¹ BOIA, Lucian. *Istorie și mit în conștiința românească* [Histoire et mythe dans la conscience roumaine]. Bucarest : Humanitas, 1997, p. 278.

d'étudier l'attitude des partis politiques, en tant qu'institutions qui concourent à la définition du discours officiel sur le passé.

Dominique Colas observe que les pays postcommunistes « sont investis dans des tentatives d'écriture de narrations nationales qui ressemblent aux entreprises du même type conduites dans les pays de l'Europe occidentale au XIX^e siècle »¹² ; c'est dans ce cadre qu'il faut interpréter les modalités d'inclusion de l'expérience communiste dans l'histoire de ces communautés politiques, inclusion qui débouche généralement sur une « mémoire lacunaire »¹³, qui est le résultat des confrontations entre des forces politiques qui instrumentalisent le discours sur le passé communiste. Plus que sur le résultat de ces confrontations, toujours temporaire et difficile à saisir, nous nous sommes concentrés sur les variantes partisans de discours qui invoquent le passé communiste, sur les usages politiques de ce passé, qui définissent les plus importantes formations politiques des dix premières années du postcommunisme roumain : le parti de Ion Iliescu et les formations civiques et politiques groupées dans la Convention Démocratique.

La nature du régime roumain d'avant 1989 donne une particularité certaine au début du processus de démocratisation, notamment par l'absence initiale d'un clivage entre « les postcommunistes et ceux issus de l'opposition démocratique »¹⁴ pour la simple raison qu'avant 1989 on ne pouvait pas parler d'une opposition démocratique et qu'aucun des principaux partis apparus ensuite ne revendique ouvertement l'héritage du Parti Communiste.

En conséquence, même s'il est assez communément admis que, immédiatement après décembre 1989, la vie politique roumaine est caractérisée par l'existence d'un clivage dominant entre les héritiers de l'ancien régime et les anticommunistes¹⁵, cette observation ne va pas de soi. Notre but a donc été de vérifier si le débat politique roumain peut être essentiellement vu comme étant similaire à celui du début du postcommunisme en Europe centrale, caractérisé par Daniel-Louis Seiler comme « un clivage historique qui oppose l'une à l'autre deux élites issues de l'ancien régime. Un clivage historique car il ne se comprend qu'en référence aux actes, conduites et rancœurs passés »¹⁶.

¹² COLAS, Dominique. Société civile, État, nation. Dominique COLAS (sous la dir. de). *L'Europe post-communiste*, Paris : PUF, 2002, p. 13-110, p. 107.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ SEILER, Daniel-Louis. *Les Partis Politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*. Paris : Ellipses, 2003, p. 166.

¹⁵ En ce sens voir CROWTER, William. Romania. BERGLUND Sten, HELLEN, Toas, Aarebort, Framnk (éds.). *The Handbook of Political Change in Eastern Europe*, Cheltenham UK & Northampton USA: Edward Elger, 1998, p. 295-331.

¹⁶ *Ibidem*.

II. Le postcommunisme roumain

À l'héritage totalitaire de la fragmentation sociale répond une fragmentation au niveau de la mémoire, qui est exprimée, mais aussi accentuée, par les partis politiques. Par conséquent, en Roumanie, tout discours sur les crimes du régime communiste est un discours construit pendant la transition, marquée par les débats politiques de cette période, compréhensible uniquement en rapport avec les intérêts politiques contingents.

Si on veut caractériser le postcommunisme roumain, on peut partir d'une observation de Geoffrey Pridham, pour lequel, même si la Roumanie n'est pas un cas d'autoritarisme postcommuniste, comme le cas biélorusse par exemple, il reste caractérisé par la lenteur de la démocratisation, notamment pendant les sept premières années de la transition, quand l'élite politique est animée par « la nostalgie du collectivisme et du national-populisme »¹⁷. Cette observation va de pair avec le fait que le cas roumain est généralement vu comme un exemple du maintien des anciens communistes au pouvoir¹⁸.

Si, en général, la chute du communisme à l'est a étonné par la quasi-absence d'événements sanglants, mise au compte des anciens détenteurs du pouvoir, ce qui pouvait justifier leur retour au pouvoir par des élections libres, en Roumanie ce sont les événements de décembre 1989 qui mirent sur d'autres bases le débat sur le passé communiste. Nous essaierons d'en donner une explication à partir des facteurs qui définissent un certain spécifique du contexte roumain : l'absence de toute réforme avant 1989, le fait qu'aucune formation politique importante ne revendique la succession de l'ancien parti unique, l'absence d'un mouvement dissident et d'un courant critique à l'intérieur du parti unique, l'apparition et le rôle si important des « partis historiques », enfin une première alternance tardive, fin 1996, qui aboutit, entre autres, après les élections de 2000, au renforcement d'un parti extrémiste.

En plus, une autre différence entre le cas roumain et celui des pays d'Europe centrale qui conditionne l'attitude envers le passé récent, est la violence de la chute du régime dirigé par Nicolae Ceaușescu, suivie par les événements de 1990, quand le pouvoir étatique utilise les mineurs pour attaquer physiquement ses opposants. En ce sens, il est hautement significatif que, dans une étude comparative des pays ex-communistes concernant le rapport entre les anciens communistes et la nouvelle élite politique, publié en 2004, la Roumanie apparaît comme étant le seul pays de la région qui est à la fois qualifié de démocratique

¹⁷ PRIDHAM, Geoffrey. *Uneasy Democratizations – Pariah Regimes, Political Conditionality and Reborn Transitions in central and Eastern Europe. Democratization*, Vol. 8, No. 4, Hiver 2001, p. 65-94, p. 75.

¹⁸ Pour Dominique Colas, « le régime Ceaușescu a été renversé par un coup d'État dirigé par les communistes qui n'ont quitté le pouvoir qu'en 1996 pour y revenir en 2000 avec le président Iliescu », COLAS, Dominique. *Société civile, État, nation...cit.*, p. 21.

et ayant une élite politique dominée par des forces conservatrices par rapport à l'ancien régime, se distinguant nettement de tous les autres pays ex-communistes sur le point de rejoindre l'Union Européenne, et même de la Bulgarie, placée dans une case intermédiaire¹⁹.

Par rapport aux pays de l'Europe centrale, le débat sur la période communiste est en Roumanie bien plus inégal, étant largement dominé par ceux qui s'opposent à toute forme de décommunisation. Les anticommunistes sont constamment minoritaires, même entre 1996 et 2000 quand les « partis historiques » participent au gouvernement, un radicalisme anticommuniste similaire, par exemple, à l'anticommunisme polonais qui est pratiquement absent au niveau parlementaire²⁰.

III. À la recherche d'une perspective d'analyse

C'est à la suite de notre recherche portant sur les manifestations de 1990 de la « Place de l'Université » de Bucarest²¹ que l'influence de l'attitude à l'égard du passé récent nous est apparue comme un sujet de recherche qu'il fallait privilégier. Il nous a donc paru important d'analyser le clivage révélé par les événements de 1990, ce qui supposait de voir quelle image veulent donner du passé communiste les principaux partis et dans quel but, sachant que « dans tout pays en transition, le rapport public au passé est intimement lié à l'image que les politiques veulent donner d'eux-mêmes et de leur régime »²².

Au début de notre recherche, nous nous sommes inspiré de l'approche utilisée par Henry Rousso dans son si connu livre sur « le syndrome de Vichy »²³. Le regard de l'historien sur une période si différente de la période postcommuniste, ajouté à des analyses comparatives, notamment à celle de

¹⁹ L'auteur caractérise les pays postcommunistes selon deux critères: le degré de démocratisation et le poids des réformateurs à l'intérieur de l'élite politique. McFOUL, Michael, *The Forth Wave of Democracy and Dictatorship: Noncooperative Transitions in the Postcommunist World*. McFOUL, Michael et STONER-WEISS, Kathryn. *After the Collapse of Communism. Comparative Lessons of Transition*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004, p. 58-95, p. 73.

²⁰ Von BEEK Ursula, ZIOLKOWSKI, Marek. *Remembering, forgetting and the politics of memory*. Van Beek, Ursula (éd.). *Democracy under construction : Patterns from four continents*. Bloomfield Hills & Opladen : Barbara Budrich Publishers, 2005, p. 377-407, p. 383-385.

²¹ Nous avons étudié la transformation de cet endroit, dans le sillage du souvenir des manifestations d'opposition au FSN et en relation avec les discours critiques à l'égard du président roumain de l'époque, Ion Iliescu, en un véritable lieu de mémoire des partis et associations civiques anticommunistes. GUSSI, Alexandru. *Lieu de mémoire d'une démocratie naissante - La Place de l'Université de Bucarest*. Mémoire de DEA dirigé par M. Dominique Colas : IEP Paris, 2000.

²² MAYER, Françoise. *Les Tchèques et leur communisme. Mémoire et identités politiques*. Paris : Éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2004, p. 13.

²³ ROUSSO, Henry. *Le syndrome de Vichy 1944-1987...*, Paris : Seuil, 1987.

Geoffrey Pridham²⁴, nous a permis de mieux distinguer ce qui est généralisable à tous les cas de démocratisation et ce qui était spécifique du contexte roumain²⁵.

Même si la question du rapport au passé communiste des partis roumains n'a pas, à notre connaissance, été le sujet principal d'une recherche antérieure similaire, cette question a constamment fait partie des analyses du postcommunisme roumain. De ces analyses celles qui nous ont le plus marqué sont celles de Vladimir Tismăneanu²⁶ et de Daniel Barbu²⁷, les deux partant de l'observation que le régime politique d'après 1989 ne peut être analysé que par la compréhension préalable de la période communiste. Pour Vladimir Tismăneanu, l'ancienne police politique, la Securitate, a un rôle déterminant dans la composition de l'élite politique postcommuniste²⁸, d'autre part, Daniel Barbu observe que ceux qui dénoncent ce phénomène ne sont que des « anticommunistes postcommunistes, caractérisés par la technique de l'exclusion du passé, plus précisément de leur propre passé, de l'analyse du communisme »²⁹.

Mais il est impossible de comprendre le rapport au passé de la société en partant uniquement de la politique des partis ou du discours officiel, car les facteurs qui concourent à sa fixation sont bien plus nombreux. En conséquence, nous avons en général évité d'utiliser des concepts qui impliquent celui de mémoire collective ; quand on introduit le terme de mémoire partisane ou institutionnelle, on l'utilise dans un sens restreint, de discours sur le passé du parti ou de l'institution en question³⁰. Finalement, comme le note Marie-Claire Lavabre, « l'histoire de la mémoire est l'histoire des usages politiques du

²⁴ PRIDHAM, Geoffrey, *The dynamics of Democratization. A Comparative Approach*, Londres et New York : Continuum, 2000.

²⁵ En ce sens, notamment pour la prise en compte de divers types de transitions post-autoritaires et post-totalitaires, voir AGUILAR Paloma, DE BRITO Alexandra Barahona, GONZALEZ-ENRIQUEZ Carmen. *The Politics of Memory. Transitional Justice in Democratizing Societies*. Oxford : Oxford University Press, 2002.

²⁶ Notamment les pistes de recherche concernant le rapport entre les dirigeants postcommunistes et l'ancien parti unique, les spécificités de la transition roumaine et le poids du nationalisme dans la culture politique dominante. Ces questions se retrouvent notamment dans ses livres de dialogues avec Mircea Mihăeș : TISMĂNEANU, Vladimir. *Balul mascat* [Le bal masqué]. Iași : Polirom, 1996 ; TISMĂNEANU, Vladimir. *Încet, spre Europa* [Lentement, vers l'Europe], Iași et Bucarest : Polirom, 2000.

²⁷ BARBU, Daniel. *Republica absentă* [La République absente]. Bucarest : Nemira, 1999, p. 15-104.

²⁸ TISMĂNEANU, Vladimir. *Încet, spre... cit.*, p. 12-21.

²⁹ BARBU, Daniel. *Republica absentă...cit.*, p. 97.

³⁰ Notre approche privilégie une étude des usages politiques du passé inspirée par le travail d'Henry Rousso sur le rapport au régime de Vichy, Voir ROUSSO, Henry. *Le syndrome... cit.*. Pour le rapport entre mémoire et identité Voir HALBWACCS, Maurice. *La mémoire collective*, Paris : Albin Michel, 1997 (1ère édition :1950). Et CANDEAU, Joël. *Mémoire et identité*, Paris : PUF, Paris, 1998, p. 11-47.

passé »³¹. Notre démarche initiale a donc été d'essayer de trouver, dans l'expression publique des formations politiques étudiées, tout ce qui peut être vu comme référence au passé, notamment par l'intermédiaire des traditions ou expériences invoquées, la nostalgie, la révision de l'histoire, le mythe ou encore l'occultation³².

Les travaux précédemment cités, notamment ceux de Marie-Claire Lavabre et d'Henry Rousso, nous ont renvoyé à la question de la place du rapport au passé dans l'identité des formations politiques comme partie intégrante des différentes cultures politiques. Le concept de culture politique n'est donc pas utilisé ici dans un sens qui se superpose à celui qui caractérise la plupart des travaux de science politique, surtout ceux de politique comparée³³, critiqués notamment par Bertrand Badie³⁴, mais dans un sens utilisé par les historiens du politique ou du passé récent³⁵. À partir de cette perspective, la culture politique est une somme de valeurs, d'idées, d'attitudes spécifiques d'un parti, ou plus largement d'une famille politique ; c'est au nom d'eux, y compris d'un rapport spécifique au passé, que le pouvoir est pris et exercé³⁶. Ainsi, pour Jean-François Sirinelli et Éric Vigne, « les valeurs et les croyances d'une société sont en copropriété entre la politique et la culture, et celles qui soudent plus particulièrement une famille politique et lui confèrent son identité constituent la culture politique propre à celle-ci »³⁷.

³¹ LAVABRE, Marie-Claire. *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*. Paris : Presses de la FNSP, 1994, p. 16.

³² Voir ROUSSO, Henry. *La Seconde Guerre Mondiale dans la mémoire des droites françaises. Histoire des droites en France. Tome 2. Cultures*, éd. par Jean-François SIRINELLI. Paris : Gallimard, 1992, p. 550-660.

³³ En ce sens voir les travaux classiques de ALMOND, Gabriel A, VERBA, Sidney. *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton: Princeton University Press, 1963 et PYE Lucian W, ALMOND Gabriel A (éds.). *Political Culture and Political Development*. Princeton : Princeton University Press, 1969. En même temps, l'intérêt pour les traditions dans lesquelles s'inscrivent les formations politiques postcommunistes convoque la question de la culture politique de l'ancien régime. À propos de la construction d'outils conceptuels pour saisir la spécificité de la culture politique des régimes communistes, voir TUKER, Robert C. Culture, Political Culture and Communist Society. in *Political Science Quartely*, Vol. 88, n° 2, juin 1973, p. 173-190.

³⁴ Critique qui met l'accent sur la question du rapport entre la culture politique et la culture globale d'une société et sur le rôle des valeurs dans le processus de décision politique. Voir BADIE, Bertrand. *Culture et politique*. Paris : Economica, 1986.

³⁵ En faisant une synthèse de la réflexion des historiens sur ce sujet, Serge Bernstein observe que « L'acte politique s'explique le plus souvent par référence à un système de représentations partagé par un groupe assez large au sein de la société. C'est ce système de représentations que les historiens nomment la culture politique », BERNSTEIN, Serge. Introduction. Nature et fonction des cultures politiques, Serge BERNSTEIN (éd.), *Les cultures politiques en France*, Paris : Seuil, 1999, p. 7-31, p. 9.

³⁶ En ce sens voir LAZAR, Marc. Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste, Serge BERNSTEIN (éd.), *Les cultures...cit.*, p. 227-257, p. 227-234.

³⁷ SIRINELLI, Jean-François, VIGNE, Éric. Des cultures politiques. Introduction. *Histoire des droites en France. Tome 2. Cultures*. SIRINELLI, Jean-François (sous la dir. de), Paris :

De ce point de vue, le concept de culture politique est utile pour comprendre « pour quelles raisons des groupes d'hommes ont, quasi spontanément, en face d'événements présents ou passés, la même grille de lecture »³⁸.

C'est le changement de 1989 du sens même du discours politique, en sa forme, son contenu et sa fonction, qui explique la nécessité d'utiliser, dans l'étude de la vie politique postcommuniste, un concept comme celui de culture politique³⁹, qui nous intéresse ici pour signaler à la fois le changement et les inévitables inerties au niveau politique, ainsi que la place de l'attitude à l'égard du passé récent en tant qu'argument en faveur de l'incitation ou de la limitation de ce changement⁴⁰.

Enfin, utiliser une démarche qui fait appel au concept de culture politique, c'est aussi rendre compte du fait que les partis politiques roumains, dont les certificats de naissance institutionnels datent du début de 1990, s'inscrivent dans une histoire politique bien plus longue, qui renvoie à la fois à la période totalitaire et à celle d'avant l'instauration du communisme. Elle renvoie donc aussi à des tendances antérieures à la chute du communisme, par exemple à la nature de l'idéologie de l'ancien parti unique, définie par sa dimension nationaliste⁴¹, ce qui permet de regarder le nationalisme postcommuniste à la lumière de ce trait de l'idéologie du régime de Nicolae Ceaușescu.

D'autre part, 1989 est un moment de redéfinition des termes dans lesquels sont pensés les rapports entre régime politique et société, l'apparition des partis politiques n'étant qu'un des résultats d'un changement de type révolutionnaire. C'est à ce moment que commencent à se forger de nouvelles identités politiques, et c'est au cours de ce processus que se fixe ce qui, à travers le temps, donne unité et cohérence à une organisation politique. Et le contexte de ces définitions des identités politiques est essentiellement marqué par l'existence du clivage sur la question de l'attitude à l'égard de l'héritage totalitaire.

En ce sens, notre principale hypothèse de recherche a été celle que le rapport à l'égard de l'héritage totalitaire a constitué une matrice de l'organisation du système partisan roumain après 1989 et que la réalité politique de la deuxième

Gallimard, 1992, p. I-XI, p. III.

³⁸ BERNSTEIN, Serge. Introduction...*cit.*, p. 8.

³⁹ Pour la justification de l'usage du concept de culture politique notamment dans le cas du postcommunisme voir PYE, Lucian W. Culture and Destiny. POLLACK, Detlef et al (éd.). *Political Culture in Post-Communist Europe: Attitudes in new democracies*, Ashgate : Burlington, 2003, p. 3-15.

⁴⁰ Pour une définition du concept de culture politique voir PATRICK, Glenda. Political Culture. SARTORI, Giovanni (éd.). *Social Science Concepts. A Systematic Analysis*. Londres : Sage Publications, 1984, p. 265-310.

⁴¹ Pour Katherine Verdery, le nationalisme était « l'idéologie de base du régime », VERDERY, Katherine. *Compromis și rezistență* [Compromis et résistance] (tr. de l'anglais). Bucarest : Humanitas, 1994 (1991), p. 153.

décennie postcommuniste restait, en large partie, déterminée par le cadre fixé au début du processus de démocratisation.

L'identité de chaque parti peut être comprise par rapport au type de mémoire institutionnelle qu'il représente, mais aussi par rapport aux expériences personnelles, notamment celles de ses leaders⁴². Finalement, notre intérêt s'est concentré sur les discours à l'égard du passé communiste des deux principales formations politiques, que nous avons considérées comme représentatives des deux cultures politiques qui ont le plus marqué la période postcommuniste. Sans ignorer les différences de discours au sein même du FSN, puis du PDSR, devenu ultérieurement le PSD, respectivement de la Convention Démocratique, nous allons tenir compte de l'observation de Serge Bernstein, pour lequel « en dépit des nuances qui séparent les hommes qui se reconnaissent dans la même culture politique et des différences dans l'expression de celle-ci, c'est bien elle qui fonde l'identité du groupe »⁴³. Les chapitres sont en conséquence organisés en privilégiant l'analyse des deux principaux protagonistes du débat sur le passé.

IV. La « mémoire collective » et les limites de l'instrumentalisation du passé récent

L'incessante volonté des régimes totalitaires de fabriquer et de manipuler les imaginaires sociaux explique le sentiment d'urgence autour des symboles qui caractérise la société postcommuniste. Si le communisme a eu la volonté explicite d'effacer la mémoire des sociétés qu'il dominait, on comprend « pourquoi la mémoire s'est trouvée pourvue d'un tel prestige aux yeux de tous les ennemis du totalitarisme, pourquoi tout acte de réminiscence, fût-il le plus humble, a pu être assimilé à la résistance antitotalitaire »⁴⁴. Dans notre travail nous avons voulu rendre compte de la mesure dans laquelle après 1990 les partis politiques utilisent la demande ou la crainte de la remémoration du passé récent.

En tant que catégorie organisatrice des représentations sociales, cet « ensemble de souvenirs commun à un groupe »⁴⁵ qu'est la mémoire collective devient un objet d'étude privilégié, pour les périodes de grands changements, comme celle d'après la chute du communisme. C'est dans cette perspective que l'analyse du discours politique peut nous montrer le mécanisme de la création des nouvelles identités politiques, spécifique d'une période de renaissance du pluralisme.

⁴² Voir PRIDHAM, Geoffrey, *The dynamics of Democratization. A Comparative Approach*, Londres et New York : Continuum, 2000, p. 39.

⁴³ BERNSTEIN, Serge. Introduction...*cit.*, p. 29-30.

⁴⁴ TODOROV, Tzvetan. *Les abus de la Mémoire*, Paris : Arléa, 1995, p. 12.

⁴⁵ HALBWACCS, Maurice. *La topographie légendaire des Evangiles en terre sainte*, Paris : PUF, 1941, p. 118.

Notre recherche n'utilise qu'implicitement le concept de mémoire politique, défini comme la partie du discours politique qui fait référence au passé ; il nous semble plus adéquat de parler de discours sur le passé récent construit et utilisé par chaque formation politique⁴⁶. Cette démarche est caractéristique de nombreuses études sur le rapport entre le discours sur le passé et l'identité, particulièrement l'identité politique de communautés, partis, ou autres organisations⁴⁷.

Il faut aussi préciser qu'on ne peut pas analyser la vie politique roumaine comme étant uniquement le lieu des simples usages politiques du passé, car elle est aussi l'espace de la compétition entre diverses identités attachées à certaines images du passé communiste. De ce point de vue, l'attitude de l'État lui-même n'est qu'une résultante de cette compétition, tranchée politiquement, mais une résultante dynamique, qui change en fonction des alternances au pouvoir. Il semble donc plus judicieux de partir de l'attitude des principaux partis politiques – plus constante et ayant une logique propre qui la rend plus susceptible d'être analysée et comprise.

Mais pour étudier ces discours contradictoires sur le passé il faut préalablement faire une distinction entre ce qui est une simple instrumentalisation du passé et ce qui est aussi une forme d'usage du discours public et éventuellement du pouvoir politique pour imposer une certaine image du passé. À cette distinction, que nous allons clarifier dans les chapitres suivants, s'ajoute celle entre héritage du passé et attitude à l'égard de ce passé, comme l'observe Marie-Claire Lavabre : « Il n'est sans doute pas toujours aisé, dans le détail même des actes de mémoire qui s'offrent à l'analyse, de faire la part entre ce qui revient au poids du passé et ce qui relève de l'instrumentalisation du passé [...]. Il convient de garder à l'esprit cette distinction entre la trace et les reconstructions opérées par les acteurs »⁴⁸.

Et il faut également faire la distinction entre le réflexe de la société de revenir sur le passé totalitaire et ses usages politiques. En ce sens on est arrivé, dans le cas de la Roumanie postcommuniste, à distinguer entre un anticommunisme politique et un anticommunisme civique, le dernier ayant lui-même des connotations politiques, mais fonctionnant selon une logique différente.

⁴⁶ ALON Confino. *Collective Memory and Cultural History: Problems of Method. The American Historical Review*, Vol. 102, No. 5, Décembre 1997, p. 1386- 1403, p. 1393.

⁴⁷ En ce sens voir CANDEAU Joël. *Mémoire et identité*. Paris : PUF, 1998, p. 11-47. et NORA, Pierre NORA (éd.). *Les lieux de mémoire 1-2. La République. La Nation. Les France*, Paris, Gallimard, 1997, p. 16, p. 188-189.

⁴⁸ LAVABRE, Marie-Claire. *Histoire, mémoire et politique : le cas du parti communiste français*. Tome II. Thèse, science politique, Paris, Institut d'Etudes Politiques de Paris : 1992, p. 282.

Pour Kathleen E. Smith « Les images du passé ne sont pas infiniment malléables »⁴⁹, autrement dit, le souvenir ou la rhétorique qui contient des références au passé ne peuvent pas être vus uniquement comme des ressources politiques, car, plus que l'intention de l'émetteur, compte sa crédibilité dans un contexte donné. N'importe qui ne peut pas revendiquer, avec un succès durable, n'importe quelle tradition⁵⁰. Notre intérêt va donc aller aussi vers les raisons pour lesquelles un certain type de discours sur le passé apparaît comme crédible.

V. La démocratisation et l'actualité politique de la question du rapport au passé communiste

L'une des questions qui s'imposent quand on étudie les usages politiques du passé récent pendant la transition est celle sur le rapport entre ces usages et le processus de démocratisation. En ce sens on invoque le plus souvent la priorité de la stabilité politique, stabilité longtemps assurée en Roumanie, mais ayant comme prix, entre autres, l'absence d'un véritable État de droit.

Après les élections de novembre et décembre 2004, l'actualité de la question du rapport au passé communiste est montrée par le surgissement de la question de l'ouverture des dossiers de l'ancienne police politique et les débats sur une loi de la lustration. Le fait que ces sujets reviennent au centre de la vie politique roumaine peut être interprété comme étant lié à la conscience d'un retard par rapport aux autres pays postcommunistes ; l'approche de l'intégration dans l'Union Européenne pouvait être vue comme une nouvelle occasion de régler les comptes avec le passé récent.

La création en 2006, par le chef de l'État, d'une commission qui élabore un rapport en vue de la condamnation officielle du régime communiste⁵¹, montrait que, pendant toute la période visée par notre recherche, l'État roumain a évité de vraiment reconnaître ses responsabilités historiques, ce qui renvoie au mode de conception de l'État lui-même et à la fragilité du caractère démocratique de ses structures. L'absence d'un discours explicite sur le passé récent peut être vue comme un signe de l'inconsistance du processus de démocratisation lui-même⁵², d'autre part, la légitimité électorale de la continuité de l'élite politique

⁴⁹ SMITH, Kathleen E. *Mythmaking in the New Russia. Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca et Londres : Cornell University Press, 2002, p. 184.

⁵⁰ Même si cette mémoire est sujette à la manipulation, c'est justement par l'intermédiaire du discours politique qu'on essaie d'intervenir sur les sens des remémorations. Donc l'usage politique de l'histoire est précédé d'un usage significatif de l'autorité politique pour réécrire l'histoire.

⁵¹ Commission pour l'analyse de la Dictature communiste de Roumanie, nommée par le chef de l'État en mai 2006 et dirigée par Vladimir Tismăneanu. À la suite du Rapport de la Commission, le Président roumain a condamné officiellement le régime communiste devant le Parlement, le 18 décembre 2006.

⁵² Von BEEK Ursula, ZIOLKOWSKI, Marek. *Remembering, forgetting ...cit.*, p. 377-407.

montre une volonté sociale d'oubli, et nous allons montrer comment cette volonté a pu être encouragée.

D'autre part, l'importance, seize ans après décembre 1989, et même aujourd'hui, du clivage sur le rapport au passé communiste doit être vue comme le signe d'une difficulté de la communauté politique d'arriver, par ses représentants, à assumer ce passé, donc de « vivre avec l'incertitude qu'il vous lègue, avec le fait que les dilemmes qui n'ont pas pu être tranchés à l'époque doivent rester tels quels dans la mémoire de la postérité »⁵³. La confrontation que nous allons étudier, entre les anticomunistes et leurs adversaires, peut être vue comme une forme de conflit entre la tentative, ou l'invocation, de la volonté, illusoire, de résoudre ces dilemmes, et une vision qui veut ignorer leur existence, donc la nécessité d'un travail de deuil.

Enfin, il faut préciser que cette recherche, comme toute autre, a supposé un important effort d'objectivation, de déconstruction de nombreuses idées reçues, un effort pour repenser nos propres expériences et options personnelles. Et, si la réussite de cet effort est intimement liée aux motivations qui nous ont mené à ce sujet de recherche et à ce texte, nous pouvons assurer au lecteur qu'il s'est agi avant tout d'un essai de compréhension de la Roumanie d'aujourd'hui.

⁵³ ROUSSO, Henry. *La Hantise du passé. Entretiens avec Philippe Petit*, Paris : Textuel, 1998, p. 111.

Chapitre II

« La Révolution » et les prémisses du débat sur le passé récent

Nous n'allons pas nous arrêter sur toutes les particularités de ce qu'on a appelé au début « la Révolution roumaine »⁵⁴, mais qui a été ensuite qualifié de « révolution confisquée »⁵⁵, « mise en scène d'une révolution typique »⁵⁶, « coup d'État typique »⁵⁷ et de « révolte populaire confisquée par les nomenklaturistes »⁵⁸. Nous nous sommes intéressé aux jours qui suivirent la fuite du secrétaire général du Parti Communiste Roumain (PCR) et chef de l'État, Nicolae Ceaușescu, essayant de surprendre l'attitude initiale des nouveaux dirigeants à l'égard du régime déchu.

La première vision rétrospective du passé communiste apparaît dans les communiqués du Conseil du Front du Salut National (CFSN), formé le 22 décembre 1989. L'acte initial du groupe dirigé par Ion Iliescu⁵⁹ fut « Le communiqué adressé par le CFSN au pays »⁶⁰, premier message officiel du nouveau pouvoir, par lequel les nouveaux dirigeants annonçaient leurs intentions.

⁵⁴ Par les premiers dirigeants postcommunistes, mais aussi par les médias du monde entier.

⁵⁵ DURANDIN, Catherine. *Histoire des Roumains*. Paris : Fayard, 1995, p. 12.

⁵⁶ GABANY, Annely Ute. *Revoluția neterminată* (La révolution inachevée), (tr.). Bucarest : Fundatia Culturală Română, 1999, p. 19.

⁵⁷ Dans le *Dictionnaire Constitutionnel* d'Olivier Duhamel et Yves Meny, Paul Leroy considère l'épisode de décembre 1989 comme étant un exemple pour un coup d'État classique in LEROY, Paul. « Le coup d'État ». DUHAMEL, Olivier, MENY, Yves (éds.). *Dictionnaire constitutionnel*. Paris : PUF, 1992, p. 240-245, p. 243. En ce sens voir aussi PORTOCALĂ, Radu. *Autopsie du coup d'État roumain*. Paris : Calman-Lévy, 1990.

⁵⁸ GALLAHER, Tom. *Democrație și naționalism* (Démocratie et nationalisme), (tr.). Bucarest : All, 1999, p. 3.

⁵⁹ Né en 1930, Ion Iliescu a été membre du Comité Central du PCR entre 1969 et 1984, membre du Conseil Politique Exécutif du CC du PCR 1969-1979, ministre de la jeunesse et premier-secrétaire de l'Union des Jeunesses Communistes entre 1969-1971, secrétaire avec la propagande du CC du PCR en 1971. Décembre 1989 le retrouve comme dirigeant de la maison d'édition Tehnica de Bucarest.

⁶⁰ *Monitorul Oficial al României* [Le Moniteur Officiel de la Roumanie], 22 décembre 1989, An I, n° 1, p. 1.

I. Le premier communiqué du CFSN

Le texte du premier communiqué du CFSN, fondateur pour le nouveau régime, apparaît dans *Monitorul Oficial* daté du même jour⁶¹. Les termes qui y décrivent le rapport à l'ancien régime seront constitutifs de l'attitude manifestée à l'égard du passé communiste par le parti constitué autour de ce groupe qui prit le pouvoir en décembre. Il est donc nécessaire de s'arrêter sur ce texte pour pouvoir ensuite tracer les évolutions ultérieures du discours sur le passé récent.

Dans ce communiqué, le régime antérieur est à plusieurs reprises désigné comme étant celui du « clan Ceaușescu » ; le texte parle une fois de la « famille despotique », et une fois de la « tyrannie totalitaire »⁶². Le sort du Parti Communiste Roumain n'est pas évoqué, le parti et son idéologie ne sont même pas nommés, et encore moins explicitement condamnés. En même temps, on stipule l'abandon du « rôle dirigeant d'un seul parti » et « l'élimination des dogmes idéologiques », ce qui, implicitement, équivaut à la proclamation de la fin du régime communiste⁶³.

L'avenir est esquissé sous la forme de plusieurs « propositions » comme « l'instauration de la démocratie », « l'organisation d'élections libres », « la séparation des pouvoirs » et le « respect des droits et libertés des minorités »⁶⁴. Le terme de « proposition » est significatif pour l'intention du nouvel organisme de ne pas avoir l'air de vouloir imposer certaines solutions ; même la liste des membres du Conseil est présentée comme étant provisoire, ouverte, mais aucune précision n'est donnée sur les qualités requises pour y accéder.

Dans le texte du communiqué, l'avenir politique n'apparaît pas en contraste avec les quarante-cinq années de régime communiste, mais avec tout ce qui est considéré comme « structure de pouvoir du clan Ceaușescu » : le gouvernement et le Conseil d'État. Le parti est invisible pour les auteurs du texte qui annoncent que « l'entier pouvoir dans l'État est repris par le Front du Salut National »⁶⁵. Le FSN prend donc le pouvoir à l'aide d'un discours qui ignore l'existence même de l'ancien parti unique, ce qui peut être vu comme une tactique dictée par l'urgence, qui évite toute forme de condamnation ou de réhabilitation du Parti Communiste Roumain, permettant ainsi de rendre le FSN acceptable pour tous. Cette absence constitue une inflexion par rapport au premier discours de Ion Iliescu à la Télévision, au cours duquel il avait essayé

⁶¹ Il faut préciser que pour cette période de décembre les dates des *Monitorul Oficial al României* ne correspondent pas toujours à leur date de publication effective.

⁶² *Monitorul Oficial al României* [Le Moniteur Officiel de la Roumanie], 22 décembre 1989, An I, n° 1, p. 1.

⁶³ *Ibidem*.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ *Ibidem*.

de présenter le parti comme une victime de Nicolae Ceaușescu et s'était réclamé de la tradition du communisme roumain⁶⁶.

Une vision rétrospective, qui prend en considération l'évolution ultérieure du Front du Salut National et part de la présence au sein de ce groupe de personnalités importantes du régime communiste comme Alexandru Bîrlădeanu⁶⁷, Silviu Brucan⁶⁸ et Corneliu Mănescu⁶⁹, fait de l'urgence dans laquelle est rédigé le texte l'élément révélateur d'une expression spontanée de l'attitude à l'égard de l'ancien parti unique. Ce qui ne veut pas dire que le texte du 22 décembre n'a pas comme principal but de permettre le ralliement à la nouvelle équipe du plus grand nombre de Roumains, notamment de ceux qui risquent de s'opposer à un changement radical. Mais les moyens par lesquels le texte, ensuite les discours des dirigeants du FSN, arriveront à cette fin apparaissent comme conditionnés par un autre impératif, celui de réduire la définition du régime en train de s'écrouler au règne d'un seul homme, aidé uniquement par sa famille et par quelques fidèles.

En prenant le pouvoir au nom de ceux qui se sont révoltés, le CFSN, en tant que nouvelle structure du pouvoir étatique, devait non seulement rassurer les hommes de l'ancien régime, mais aussi leur permettre de se faire accepter comme nouveaux dirigeants, et les blanchir de toute responsabilité dans les abus que dénonçaient les révoltés. Indépendamment d'une lecture spontanée du passé récent à partir de la situation nouvellement créée, Ion Iliescu et son groupe devaient offrir, ou au moins esquisser, une lecture du passé communiste compatible avec leur prétention de représenter les révoltés qui emplissaient les rues de Bucarest, de Timișoara et d'autres villes du pays.

Le FSN n'évoque aucun transfert d'attributions de la part du PCR, mais seulement des structures de pouvoir du *clan Ceaușescu*, ce qui laisse entendre que le seul et véritable détenteur du pouvoir n'avait pas été le parti communiste, mais ce clan. Le PCR est ainsi à la fois inutilisable comme structure politique et occulté comme symbole ; du coup, le parti est épargné et la contestation de ses structures dirigeantes est endiguée. Le parti communiste disparaît comme acteur

⁶⁶ ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Cinci ani din istoria României* [Cinq années de l'histoire de la Roumanie]. Bucarest: Mașina de scris, 1994, p. 24.

⁶⁷ Alexandru Bîrlădeanu (1911-1997) avait été membre, dès 1947, des premiers gouvernements communistes, ministre du commerce extérieur (1948-1954), entre 1955-1969 il est vice-président du Conseil des ministres et membre du Comité Central du PCR, ensuite il est marginalisé. Après 1989 il va devenir le premier président du Sénat postcommuniste (juin 1990-septembre 1992) et directeur de l'officiel du FSN, *Azi* (1990).

⁶⁸ Silviu Brucan est né en 1916, entre 1944 et 1956 il est un des dirigeants du quotidien du parti, *Scînteia*. Ambassadeur aux Etats-Unis entre 1956-1959, représentant à l'ONU entre 1959 et 1961. Dans les années quatre-vingts, il est vu comme un opposant à la direction du PCR.

⁶⁹ Corneliu Mănescu (1916-2000) entre 1948 et 1955 est l'adjoint du ministre de la Défense, il est ministre des Affaires Extérieures entre 1961-1972, membre du Comité Central du PCR (1965-1980), ambassadeur en France (1977-1982).

politique, mais cela rend également possible la reprise du pouvoir par un groupe de l'intérieur de la nomenklatura⁷⁰.

L'évocation du risque d'une éventuelle guerre civile, renforcée par l'existence des *terroristes*, ne fera que consolider une attitude qu'annonce le premier communiqué du CFSN : il faut accepter la nouvelle structure politique non seulement parce qu'elle répond aux demandes des révoltés, mais aussi parce qu'elle représente une forme de continuité par rapport à l'ancien régime, ce qui garantit l'acceptation de son autorité par les structures de l'État.

En fait la lecture implicite du passé proposée par le CFSN rend invisible le parti, justement parce que l'essence même du processus de la prise du pouvoir par ce groupe se déroule à l'intérieur même de l'élite du PCR. Au siège du Comité Central du parti unique, où se retrouve au début le groupe de Ion Iliescu, se déroule en décembre 1989 une histoire qui fait partie de celle du Parti Communiste Roumain et ne peut être comprise qu'en relation avec la tradition de ce parti⁷¹.

L'interprétation de l'absence dans le texte de toute référence au parti unique est donc le signe d'une volonté non seulement de rassembler, mais aussi de rendre en un certain sens utilisable l'héritage du PCR délesté de Nicolae Ceaușescu et de ses proches ; on peut donc dire que, si le FSN ne condamne pas le parti communiste, c'est parce qu'il envisage de le remplacer en tant que structure à la fois étatique et partisane. Cette intention ne devient évidente que dans les semaines qui suivent la prise du pouvoir ; la tentative de remplacement est attestée aussi par le type de relation que le Front veut avoir avec l'État et la société, notamment par l'organisation de cellules du CFSN au niveau des entreprises. Le recours en 1990 aux ouvriers bucarestois et aux mineurs comme forces de répression contre l'opposition naissante non seulement va confirmer cette démarche, mais aussi sera le signe d'un type d'action et de légitimation qui découle de la logique marxiste-léniniste de la lutte des classes.

En fait, la disparition du parti communiste n'est pas, comme on aurait pu le croire à l'époque, le signe des intentions révolutionnaires de la nouvelle équipe dirigeante, mais une modalité par laquelle le démantèlement d'une structure politique se substitue au changement de l'élite politique⁷²; c'est une révolution institutionnelle qui permet cette forme de continuité. Le PCR n'est pas écarté du pouvoir au nom d'une condamnation de ses abus ; au contraire, les discours des

⁷⁰ Tout au long de notre texte nous utilisons le terme « nomenklatura » dans le sens de son usage dans le langage commun, d'élite du régime communiste, entre autre pour préserver en tant que tel le sens d'un des plus invoqués termes du débat sur le passé récent en Roumanie.

⁷¹ Pavel Câmpeanu parle même d'une véritable tradition du PCR de l'élimination de ses anciens dirigeants. Cette particularité doit être mise en relation avec les longues décennies d'activité clandestine du PCR, d'avant 1944. Voir CÂMPEANU, Pavel. *Ceaușescu, anii numărătorii inverse* [Ceaușescu, les années du compte à rebours]. Iași : Polirom, 2002, p. 6.

⁷² CAREY, Henry F. From Big Lie to Small Lies: State Mass Media Dominance in Post-Communist Romania. *East European Politics and Societies*, Vol. 10, n° 1, Hiver 1996. p. 16-45, p. 21.

dirigeants du CFSN préviennent une telle lecture des réalités en décrivant le régime antérieur comme une dictature familiale pendant laquelle le parti communiste, au nom duquel le pouvoir était nominalement exercé, avait de fait disparu. Ce raisonnement aboutit à deux implications majeures : d'abord, le premier communiqué est celui par lequel, en constatant la perte, bien antérieure à 1989, du monopole du pouvoir du parti communiste, on proclame la dissolution officielle de ce parti. Comme cette dissolution n'est ni une interdiction par la loi, ni le simple constat d'une disparition – car, à l'époque, du point de vue formel, les structures du parti existaient encore –, le communiqué du FSN apparaît comme l'acte par lequel un groupe décide, de l'intérieur, la dissolution du parti. Le 22 décembre 1989, le CFSN prend donc non seulement le pouvoir étatique, mais aussi le pouvoir à l'intérieur du PCR ; cependant, ce dernier n'est utilisé que pour décider la dissolution implicite du parti communiste et, en même temps, pour jeter les bases d'une autre structure partisane, le FSN.

La deuxième implication est liée à la constitution de la liste des membres du CFSN et aux significations qu'on peut tirer de la composition du nouveau pouvoir. Il convient tout d'abord de préciser les conditions dans lesquelles se forme le CFSN du point de vue public : tout commence le 22 décembre avec la première intervention télévisée de Ion Iliescu, qui débute son discours en accusant Nicolae Ceaușescu d'avoir « souillé les nobles idéaux du communisme »⁷³ et demande aux « gens responsables »⁷⁴ de se réunir au siège du Comité Central du PCR.

Le texte du premier communiqué est rédigé par d'anciens dignitaires du régime qui étaient entrés en conflit avec Nicolae Ceaușescu – Ion Iliescu, Alexandru Bîrlădeanu, Silviu Brucan, Nicolae Militaru⁷⁵. D'autre part le vice-président du CFSN, Dumitru Mazilu⁷⁶, insiste sur le fait qu'il s'agit de la « Révolution de la jeunesse »⁷⁷, ce qui pouvait cacher l'appartenance des dirigeants du FSN et d'une partie importante du nouveau gouvernement à l'ancienne élite politique. En plus, pour un auteur comme Vladimir Tismăneanu, Ion Iliescu n'a jamais été un dissident véritable et il est resté toujours attaché à ce qu'il appelle « les nobles idéaux du socialisme »⁷⁸. De même, la présence parmi les signataires du premier communiqué des noms de certains dissidents anticommunistes, comme Doina Cornea, à qui on n'avait pas

⁷³ ȘTEFĂNESCU, Domnița. *Op. cit.*, p. 24.

⁷⁴ *Ibidem*.

⁷⁵ Général entré en conflit avec N. Ceaușescu. Membre suppléant du Comité Central du PCR entre 1974-1984, adjoint du ministre des Constructions industrielles entre 1978 et 1984.

⁷⁶ Ancien rapporteur à l'ONU sur la question des droits de l'homme en Roumanie, critique du régime d'avant 1989.

⁷⁷ BRUCAN, Silviu, *România liberă*, 28 décembre 1989.

⁷⁸ TISMĂNEANU, Vladimir. The Leninist Debris or Waiting for Peron. *East European Politics and Societies*, Vol. 10, n° 3, Automne 1996, p. 504-535, p. 528.